

Un si grand besoin de démocratie

Laurent Mucchielli

► **To cite this version:**

| Laurent Mucchielli. Un si grand besoin de démocratie. 2020, n°97 ; page 20. halshs-02880344

HAL Id: halshs-02880344

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02880344>

Submitted on 1 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un si grand besoin de démocratie

Laurent Mucchielli

Aix Marseille Univ, CNRS, LAMES, Aix-en-Provence, France



Laboratoire méditerranéen de sociologie
UMR 7305 - Aix Marseille Université - CNRS
Maison méditerranéenne des sciences de l'homme
5 rue du Château de l'Horloge, BP 647
13094 Aix-en-Provence
<http://lames.cnrs.fr>

Dans le monde d'après...

un si grand besoin de démocratie

Laurent Mucchielli, sociologue au CNRS

Auteur de *La France telle qu'elle est. Pour en finir avec la complainte nationaliste* (Fayard, 2020).

Articla paru dans *Siné mensuel*, 2020, juin, n°97, p. 20.

La crise du Covid est un révélateur de tendances profondes. L'une d'elles est la crise de la démocratie représentative, combinée avec l'autoritarisme croissant de l'Etat comme des municipalités. Plus que jamais, un tout petit nombre de personnes décident seules pour la grande masse des citoyens, et ces derniers sont infantilisés.

Au sommet de l'Etat, le président Macron décrète que « nous sommes en guerre » pour mieux se poser en général en chef. Après avoir totalement mésestimé l'importance de la crise, il impose un confinement général et uniforme qui a des conséquences économiques et sociales très lourdes. D'autres stratégies sanitaires étaient possibles, agissant avec plus de discernement et de mesure, comme l'ont tenté l'Allemagne, la Suède ou encore les Pays-Bas. Alors que partout dans le monde on cherche des médicaments pour soigner ou soulager les malades, en France le gouvernement retire aux médecins la liberté de prescrire ! Infantilisation là encore.

L'entretien vidéo de Denis Robert avec Frédérique Dumas, ex-membre du groupe parlementaire LREM est éloquent : 4 personnes décident de tout, le président, le secrétaire général de l'Elysée, le premier ministre et son directeur de cabinet. Le reste du gouvernement est aux ordres, les parlementaires sont convoqués en urgence pour approuver les mesures déjà décidées, les forces de l'ordre doivent faire respecter le confinement avec de nouvelles sanctions, dont les quartiers pauvres font essentiellement les frais. Le discours martial et la focalisation sur le confinement masquent l'impréparation totale. De multiples mensonges dissimulent le dénuement général (pas de tests, pas de masques, pas assez de lits, d'équipements et de matériel hospitaliers, etc.). L'hypocrisie atteint son comble avec l'héroïsation de personnels hospitaliers dont on méprisait les mouvements de grève désespérés depuis un an.

Localement, la situation n'est guère plus reluisante. Dans des mairies fermées au public, des maires gèrent l'application des consignes de l'Etat avec une poignée d'adjoints et de fonctionnaires. Beaucoup font ce qu'ils peuvent avec dévouement. Certains en profitent pour mettre en scène leur panoplie sécuritaire en déployant des drones pour fliquer encore plus les habitants. Partout, au lieu de s'inquiéter de l'entassement des gens dans les supermarchés sans

aucune protection, on a fermé l'accès à tous les espaces naturels et traqué des randonneurs et des promeneurs isolés ne représentant pourtant aucun danger.

Comment retrouver davantage de démocratie ?

La démocratie *représentative* est en crise dans les démocraties occidentales. Mais quelle est l'alternative ? En décembre 2018, le mouvement des Gilets Jaunes a réactivé le vieux modèle de la démocratie *directe* en réclamant des RIC (référendum d'initiative citoyenne). Les citoyens décideraient tous par vote, sur tous les sujets, et pourraient en fin de compte se passer d'élus. On oublie qu'il existe aussi une voie du milieu, celle de la démocratie *participative*, qui utilise le référendum local comme un outil de décision collective parmi d'autres.

Cette solution me semble préférable car, au niveau national, le fonctionnement par referendum a toutes les chances de renforcer ce que l'étude des sondages d'opinion a déjà montré : le poids des arguments idéologiques, la constitution d'opinions binaires voire manichéennes interdisant de penser la diversité et la complexité des choses, l'exacerbation des imaginaires, des peurs et des émotions, le manque d'informations (voire la sensibilité à la désinformation), toutes choses qui écraseraient tout véritable débat sur leur passage. Ce serait alors une caricature de démocratie, le règne des émotions et de la politique par slogans, et finalement un boulevard pour les populismes en tous genres. Ce serait de surcroît un type de fonctionnement ne suscitant aucun débat réel entre les gens qui vivent ensemble. En tiendrait lieu une sorte de forum sur Internet, sur les réseaux sociaux et autres sites dits « participatifs » où pullulent déjà les propagandistes et les « trolls » en tous genres. Nous avons désormais une bonne douzaine d'années de recul sur tout ceci et l'expérience montre que ce pseudo-débat sur Internet et les réseaux sociaux participe trop souvent à une dégradation de la qualité des discussions et finalement à une « brutalisation des relations sociales » (R. Badouard, *Le désenchantement de l'Internet*, 2017).

En revanche, au niveau local (le village et la petite ville, la ville ou l'échelle du quartier si besoin dans les moyennes et les grandes communes), le referendum apparaît comme l'issue logique d'un débat au cours duquel des personnes qui vivent ensemble dans un espace donné ont réellement discuté, confronté leurs avis et recherché ensemble une solution à des problèmes qui touchent leur vie quotidienne. Cette démocratie participative permet d'incarner les problèmes et d'impliquer réellement les citoyens, en les amenant à davantage se parler entre eux donc également à admettre plus facilement la diversité des points de vue et à rechercher plus naturellement des compromis.

Autrement dit, si le referendum au niveau national risque de cliver encore plus les opinions et de conflictualiser encore plus les relations sociales, son organisation au niveau local peut s'articuler avec une mise en discussion collective incarnée (on ne s'adresse pas à un personnage inconnu voire anonyme sur Internet, on parle avec son voisin dans la « vraie vie ») qui tend au contraire à les pacifier.

Sortir de la culture du chef et de la verticalité du pouvoir

Il nous faut en tous cas sortir d'une conception moyenâgeuse du pouvoir de type guerrier (il se conquiert dans et par la guerre électorale) et de type autocratique (une fois qu'on l'a, on le partage le moins possible). Dans ce système, le chef décide et l'intendance suit. Le pouvoir est vertical et les messages vont dans un seul sens : du haut vers le bas (*top-down*). Pour en sortir, il faudra inventer une VI^{ème} République qui nous sorte du régime semi-présidentiel de la V^{ème} et de sa dérive autoritaire consubstantielle. Beaucoup l'ont déjà dit. Mais en se concentrant sur le seul échelon national, ils ont généralement occulté les questions locales où les blocages sont tout aussi puissants. C'est aussi le présidentielisme municipal qu'il faudra changer. Sinon les référendums locaux seront détournés de leur finalité pour devenir des instruments de légitimation de décisions déjà prises voire des plébiscites pour les maires (M. Koebel, *Le pouvoir local ou la démocrate improbable*, 2006). Il faudra revoir aussi l'architecture des pouvoirs qui s'est transformée au fil du temps avec des intercommunalités et des métropoles où les élus et quelques techniciens sont tout puissants et les citoyens totalement absents (F. Desage, D. Guéranger, *La politique confisquée*, 2011).

La démocratie a été confisquée depuis trop longtemps dans le pays dont la Révolution de 1789 et l'instauration de la République avaient pourtant représenté une lumière dans l'obscurité générale.